



Identification : PM/2025/C/00290

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BAPR  
Repère support : CD

## PROJET DE MARCHÉ

### TRAVAUX DE DESAMANTAGE ET DEMOLITION DU BATIMENT 150 SUR L'INSTALLATION IZOS

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	04/2026	C.DUGAS	M.ARNAL	Y. BARTHELEMY



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CENTRE DE MARCOULE  
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

MARCHÉ N°: 4000XXXXXX / XXXXX

OBJET : TRAVAUX DE DESAMANTAGE ET DEMOLITION DU BATIMENT 150 SUR  
L'INSTALLATION IZOS

Entre,

**LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 Paris, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS 775 685 019, représenté par M. ...., agissant en qualité de .....

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

**En cas de candidature individuelle**

..... (**nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par ....., agissant en qualité de .....

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

**En cas de candidature en groupement**

**Le Groupement Momentané d'Entreprise** ..... (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**nom de la société**), **1<sup>er</sup> cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....  
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de ..... €, domiciliée au .....,  
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS  
....., représentée par ....., agissant en qualité de .....,

Et,

..... (**nom de la société**), **2<sup>ème</sup> cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),  
au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des  
Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par .....,  
agissant en qualité de .....,

Et,

..... (**nom de la société**), **3<sup>ème</sup> cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),  
au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des  
Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par .....,  
agissant en qualité de .....,

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitant en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1	Objet .....	6
ARTICLE 2	Documents contractuels .....	6
ARTICLE 3	Nature et etendue du marché .....	6
3.1	Prestations fermes .....	7
3.2	Prestations sur Fiche De Modifications sur Devis Préalable (FDMDP) .....	7
ARTICLE 4	Modalités d'exécution .....	7
4.1	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP .....	7
4.1.1	Expression du besoin .....	7
4.1.2	Offre du Titulaire .....	7
4.1.3	Signature de la FDMDP .....	8
ARTICLE 5	Conditions financières .....	8
5.1	Détails des prix .....	8
5.1.1	Prestations fermes .....	8
5.1.2	Prestations sur FDMDP .....	9
ARTICLE 6	Paiement du prix .....	10
6.1	Termes de paiement .....	10
6.1.1	Prestations fermes .....	10
6.1.2	Prestations sur FDMDP .....	11
6.2	Modalités de facturation .....	11
6.3	Régime fiscal .....	12
ARTICLE 7	Durée et délai .....	13
7.1	Délai d'exécution des prestations correspond au délai nécessaire à la réalisation des prestations .....	13
7.2	Durée du marché correspond au délai de validité du marché .....	13
ARTICLE 8	Pénalités .....	13
8.1	Pénalités de délais .....	13
8.2	Contrôle des exigences sociales et environnementales .....	14
8.3	Pénalités pour non publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé .....	14
ARTICLE 9	Conditions particulières d'exécution .....	14
9.1	Publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé .....	14
9.2	Arrêts de chantier .....	14
9.2.1	Généralités .....	14
9.2.2	Arrêts programmés .....	15
9.2.3	Arrêts inopinés du fait du CEA .....	15
9.2.4	Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire .....	15
9.2.5	Reprise des travaux .....	15
9.3	Suspension de marché .....	15
9.4	Interlocuteurs .....	16
9.5	Respect par le titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale .....	16
ARTICLE 10	Gestion des modifications .....	16

10.1	Évolution des prestations par FDMDP .....	16
ARTICLE 11	Sous-traitance.....	17
ARTICLE 12	Garantie de parfait achèvement .....	17
ARTICLE 13	Compétence juridictionnelle .....	18
ANNEXE 1 :	Clauses génériques.....	19
ANNEXE 2 :	Clauses de protection des informations .....	24
ANNEXE 3 :	Surveillance médicale du personnel d'entreprise extérieure appelée à travailler sur le site de Marcoule .....	26

## ARTICLE 1 OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les prestations de travaux de désamiantage et démolition du bâtiment 150 sur l'installation IZOS.

Les travaux du présent accord-cadre sont assurés pour le compte de la Direction des Energies (DES), Centre de Marcoule, Direction des projets de démantèlement, de service nucléaire et de gestion des déchets (DDSD) et Unité d'Assainissement-Démantèlement et de reprise et de conditionnement de Déchets (URDM).

## ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule \*,
- Le Cahier des Charges référencé IZOS CI-CCCC20250290 du 18/11/2025 et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur \*,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1<sup>er</sup> janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. .... du ....., à titre supplétif. **A renseigner par le soumissionnaire.**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

\*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

## ARTICLE 3 NATURE ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de travaux au sens de l'article L.1111-2 du Code de la commande publique.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'article 2 supra, comprennent :

### 3.1 PRESTATIONS FERMES

Le marché comprend les prestations fermes suivantes :

- Poste 1 : Etudes
  - Sous-poste 1.A : Etudes de désamiantage
  - Sous-poste 1.A.1 : Cartographie et repérage des matériaux amiantés
  - Sous-poste 1.A.2 : Plan de retrait / mode opératoire
  - Sous-poste 1.A.3 : Analyse de risque et protocole de sécurité
  - Sous-poste 1.B : Etudes de démolition
  - Sous-poste 1.B.1 : Etudes structurelles
  - Sous-poste 1.B.2 : Etudes de phasage de démolition
  - Sous-poste 1.B.3 : Analyse d'impact environnemental
  - Sous-poste 1.C : Etudes de gestion des déchets
  - Sous-poste 1.D : Plan de prévention
- Poste 2 : Travaux
  - Sous-poste 2.A : Travaux préparatoires
  - Sous-poste 2.B : Travaux de désamiantage
  - Sous-poste 2.B.1 : Mise en œuvre du confinement et balisage
  - Sous-poste 2.B.2 : Retrait des matériaux amiantés
  - Sous-poste 2.B.3 : Nettoyage final et mesures d'empoussièrement
  - Sous-poste 2.C : Travaux de démolition
  - Sous-poste 2.C.1 : Démolition mécanique
  - Sous-poste 2.C.2 : Démolition manuelle
  - Sous-poste 2.C.3 : Tri et évacuation des déchets
  - Sous-poste 2.D : Remblaiement / Nivellement / Sécurisation

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations fermes sont détaillés au cahier des charges, cité à l'article 2 supra.

### 3.2 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATIONS SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet du marché.

## ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION

### 4.1 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations visées à l'article 3.2 supra, les prestations seront engagées comme suit :

#### 4.1.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

#### 4.1.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la

prestation en application des dispositions de l'article 5.1.1 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations du marché,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 5.1.1 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

#### 4.1.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA et, sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le plafond mentionné à l'article 5.1.1 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui sont définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la période de validité du marché.

## **ARTICLE 5 CONDITIONS FINANCIERES**

Le montant estimé des prestations est plafonné à **xx** €HT (CE du mois de remise de l'offre [M0]) ainsi décomposé :

- Montant des prestations fermes : **xx** €HT,
- Montant plafond sur devis préalables : **xx** €HT.

### **5.1 DETAILS DES PRIX**

#### 5.1.1 Prestations fermes

Le prix des prestations fermes du marché est fixé à la somme forfaitaire et ferme de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres : .....

**A renseigner par le soumissionnaire.**

Libellé des actions	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
Poste 1 : Etudes	..... € HT	Forfaitaire	Ferme



Sous-poste 1.A : Etudes de désamiantage	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 1.A.1 : Cartographie et repérage des matériaux amiantés	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 1.A.2 : Plan de retrait / mode opératoire	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 1.A.3 : Analyse de risque et protocole de sécurité	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 1.B : Etudes de démolition	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 1.B.1 : Etudes structurelles	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 1.B.2 : Etudes de phasage de démolition	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 1.B.3 : Analyse d'impact environnemental	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 1.C : Etudes de gestion des déchets	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 1.D : Plan de prévention	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Poste 2 : Travaux	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 2.A : Travaux préparatoires	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 2.B : Travaux de désamiantage	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 2.B.1 : Mise en œuvre du confinement et balisage	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 2.B.2 : Retrait des matériaux amiantés	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 2.B.3 : Nettoyage final et mesures d'empoussièrement	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 2.C : Travaux de démolition	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 2.C.1 : Démolition mécanique	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 2.C.2 : Démolition manuelle	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 2.C.3 : Tri et évacuation des déchets	..... € HT	Forfaitaire	Ferme
Sous-poste 2.D : Remblaiement, Nivellement, Sécurisation	..... € HT	Forfaitaire	Ferme

**A renseigner par le soumissionnaire.**

#### 5.1.2 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article 3.2 supra sont réalisées à prix forfaitaires et fermes basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

Profils - Qualification		Taux horaires	Taux journaliers*
P1		_____ € HT	_____ € HT
P2		_____ € HT	_____ € HT
P3		_____ € HT	_____ € HT
P4		_____ € HT	_____ € HT
P5		_____ € HT	_____ € HT
Le soumissionnaire peut ajouter des lignes		_____ € HT	_____ € HT

(\*) : Base 7,8 h/j

A renseigner par le soumissionnaire.

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques du marché. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

Coefficient de peines et soins	_____ %
--------------------------------	---------

A renseigner par le soumissionnaire.

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché)

Soit, en toutes lettres : .....

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FMDMP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

## ARTICLE 6 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

### 6.1 TERMES DE PAIEMENT

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

#### 6.1.1 Prestations fermes

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 10% du montant TTC des prestations fermes, à l'issue de la réunion d'enclenchement du marché, conditionné à la réception du compte rendu de la réunion sans réserve et après acceptation par le CEA,
- 20% du montant TTC des prestations fermes, après acceptation des études par le CEA,

- 60% du montant TTC des prestations fermes, sur avancement mensuel des prestations et transmission du planning détaillé des travaux et de la mesure d'avancement physique, après acceptation par le CEA,
- 10% du montant TTC des prestations fermes, à la remise des livrables après acceptation par le CEA.

#### 6.1.2 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte.

### 6.2 MODALITES DE FACTURATION

#### Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : [contact\\_demat@cea.fr](mailto:contact_demat@cea.fr)

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : [relances@cea.fr](mailto:relances@cea.fr)
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

### Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : [contact\\_demat@cea.fr](mailto:contact_demat@cea.fr)

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA  
Centre de SACLAY  
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS  
Bâtiment 530 - Point courrier 75  
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : [relances@cea.fr](mailto:relances@cea.fr)
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

## **6.3 REGIME FISCAL**

Le Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## **ARTICLE 7**      **DUREE ET DELAI**

Le marché prend effet à compter de la réunion d'enclenchement (**T0**).

### **7.1 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS CORRESPOND AU DELAI NECESSAIRE A LA REALISATION DES PRESTATIONS**

Les prestations s'exécutent à compter de **T0** pendant une durée de 6 mois exprimée comme suit :

**Délai d'exécution = T0 + 6 mois**

<b>N° du Jalon</b>	<b>Libellé du jalon contractuel</b>	<b>Délai</b>
J1	Date d'enclenchement	
J2*	Diffusion des études/ modes opératoires/ plan de retrait en BPO	T0 + 1 mois
J3	Présentation des études/ de la FEM/DAM si nécessaire et diffusion du dossier de sûreté et de la note de scénario en BPO	T0 + 2 mois
J4	Diffusion des études et du dossier FEM/DAM en BPE	T0 + 3mois
J5	Enclenchement des travaux avec autorisation FEM/DAM	T1
J6	Fin des travaux	T1 + 2 mois
J7	Remise du DOE	T1 + 3 mois

\*jalon pénalisable

### **7.2 DUREE DU MARCHÉ CORRESPOND AU DELAI DE VALIDITE DU MARCHÉ**

La durée du marché est la période durant laquelle le marché est en vigueur. Le présent marché sera réputé terminé suite à l'exécution complète des obligations découlant du présent marché.

## **ARTICLE 8**      **PENALITES**

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché révisé incluant le montant des prestations fermes et les FDMDP contractualisés par le CEA.

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

### **8.1 PENALITES DE DELAIS**

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

Le non-respect, par le Titulaire, des jalons pénalisables définis à l'article 7.1 entraînera l'application de pénalités de retard.

Ces pénalités sont fixées à 1/1000ème du montant total hors taxes du marché ou en fonction d'un montant forfaitaire, par jour calendaire de retard.

Les pénalités appliquées sur un jalon intermédiaire ne sont pas restituables.

Les autres alinéas de l'article 24 des Conditions Générales d'Achat restent inchangés.

## 8.2 CONTROLE DES EXIGENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans les prestations du marché qui lui sont confiées. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le Titulaire s'engage également, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte aux prestations de l'accord-cadre en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché ;

Le Titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation	50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0
--	--

## 8.3 PENALITES POUR NON PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

En cas de défaut de publication sur le site de l'ADEME des documents visés à l'article 9.2 infra dans un délai de six mois maximum à compter de la notification du marché une pénalité de 100€ est appliquée de plein droit par jour de retard constaté.

# ARTICLE 9 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

## 9.1 PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

Le Titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>).

Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

## 9.2 ARRETS DE CHANTIER

### 9.2.1 Généralités

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.

Dans tous les cas, ils feront l'objet d'un Procès-Verbal contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

#### 9.2.2 Arrêts programmés

Un arrêt pour lequel le CEA a informé le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 5 jours calendaires ne saurait donner lieu à rémunération du Titulaire.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

#### 9.2.3 Arrêts inopinés du fait du CEA

La rémunération des arrêts inopinés peut être effectuée dans les conditions cumulatives suivantes :

- Arrêt du fait du CEA,
- Supérieur à une demi-journée,
- Impossibilité pour le Titulaire de réaffecter son personnel à d'autres tâches (tâches comprises dans le marché ou sur d'autres marchés),
- Rémunération limitée à la main d'œuvre uniquement,
- Rémunération limitée à deux jours par arrêt.

Le montant de l'indemnisation des frais de main d'œuvre est déterminé, en accord avec le CEA, sur présentation des justificatifs du titulaire et est plafonné à la somme journalière et révisable de :

..... € HT

Soit en toutes lettres : .....

*A renseigner par le soumissionnaire.*

Le montant de ces dépenses est facturé TTC par le Titulaire, mensuellement et à terme échu, sur état récapitulatif accepté par le CEA.

#### 9.2.4 Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire

Les arrêts causés par des facteurs externes au Titulaire et au CEA peuvent faire l'objet de constats d'arrêt permettant de comptabiliser uniquement l'impact délai qu'ils entraînent, et ne donnent pas lieu à rémunération.

#### 9.2.5 Reprise des travaux

Quel que soit le type d'arrêt, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus au plus tard dans les cinq jours calendaires après la notification par le CEA de la fin de l'indisponibilité.

### **9.3 SUSPENSION DE MARCHÉ**

Sans préjudice des cas légaux de suspension, le CEA peut prescrire la suspension de tout ou partie du marché. Cette prescription sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le Titulaire pourra demander au CEA une indemnisation correspondant aux frais de démobilisation/remobilisation que la suspension engendrerait.

- Concernant la part main-d'œuvre, l'indemnité est plafonnée par suspension à :
  - En phase études : 3% du montant HT des prestations fermes du marché,
  - En phase de réalisation : 6% du montant HT des prestations fermes du marché,

- Concernant la part fournitures et matériels, le montant de l'indemnité sera discuté entre les Parties au moment de la suspension, selon la phase d'exécution durant laquelle cette dernière serait prononcée.

Le Titulaire apportera tout élément justifiant sa demande (Factures, contrats avec les fournisseurs...).

La suspension entrainera la prorogation du délai contractuel en cours pour les durées correspondantes.

Le CEA informera le Titulaire de la fin de la suspension par lettre recommandée avec un préavis de :

- 1 mois pour une suspension en phase d'études,
- 1 mois pour une suspension en phase travaux.

#### 9.4 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	Barthelemy Yann, Chargé d'Affaires Tel : 04.66.79.53.50 Courriel : <a href="mailto:yann.barthelemy@cea.fr">yann.barthelemy@cea.fr</a>	Dugas Carla, Acheteuse Tel : 04.66.79.13.10 Courriel : <a href="mailto:carla.dugas@cea.fr">carla.dugas@cea.fr</a>
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

*A renseigner par le soumissionnaire.*

#### 9.5 RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

## ARTICLE 10 GESTION DES MODIFICATIONS

### 10.1 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS PAR FDM DP



Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 3.2 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter le marché et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 5.1.2 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant au marché.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

## **ARTICLE 11      SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

## **ARTICLE 12      GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT**

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

## ARTICLE 13 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent marché est le Tribunal Administratif de Nîmes.

\*\*\*\*\*

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le .....

Pour le CEA, le .....

Nom et Prénom :

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom :

Qualité :

Signature :

## **ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES**

### **1) Conditions d'accès au site de Marcoule**

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, pour chacun de ses salariés amenés à accéder sur le Centre de Marcoule, le responsable de l'Entreprise devra déposer ou envoyer à l'Accueil du Centre de Marcoule, à minima 15 jours ouvrés avant l'accès de ses salariés, un dossier de 1<sup>ère</sup> demande d'accès.

Il pourra demander, par mail, la liste des documents à fournir : [mar\\_accueil\\_cea@cea.fr](mailto:mar_accueil_cea@cea.fr)

Le dossier complet et validé par le CEA sera envoyé à l'adresse ci-dessous :

**CEA MARCOULE  
Accueil des Entreprises – Bât. N°419  
BP 17171  
30207 BAGNOLS SUR CEZE Cedex**

Tél. : 04.66.79.13.40

Tout dossier incomplet et non signé sera retourné.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution de la commande, les certificats et les habilitations requis pour tous les agents amenés à intervenir sur le site et à signaler toute modification intervenant en cours d'exécution de la commande. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par des salariés du Titulaire dépourvus des habilitations et certificats nécessaires.

### **2) Accès aux moyens de transport collectif du CEA Marcoule**

Le CEA a mis en place différentes lignes de cars vers le site de Marcoule. Le personnel d'entreprises extérieures travaillant sur le Centre de Marcoule peut être autorisé à utiliser les moyens de transport collectif du CEA Marcoule sous réserve de la signature d'une convention avec le CEA et du paiement du coût d'utilisation indiqué dans ladite convention. Pour toutes questions sur les modalités et la réalisation de ladite convention, le Titulaire du marché doit transmettre sa demande par mail à l'adresse [mar\\_transportdupersonnel@cea.fr](mailto:mar_transportdupersonnel@cea.fr)

### **3) Modalités de livraison**

#### **a. Site de Marcoule**

Tous les colis transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule sauf dans les cas suivants :

- Si le volume de livraison est supérieur à 20m<sup>3</sup>, ou si le colis est de dimensions supérieures à : longueur 4m, largeur 2m, hauteur 2m,
- Si le poids du colis dépasse 1 tonne,
- Si la livraison concerne des produits en vrac, comme notamment le gaz,
- Si la livraison concerne des produits destinés au restaurant d'entreprise,
- Si la livraison concerne des matières vivantes, des matières radioactives,
- Si le CEA émet une demande particulière.

Dans ces cas précédemment cités, la livraison sera effectuée directement sur le Centre de Marcoule par le fournisseur, Cf. Procédure d'accès au Centre de Marcoule visiteurs et livreurs – PR120.

Adresse et coordonnées de la rupture de charge :

**ROUMEAS SERVICES pour le compte du CEA Marcoule**  
**420 rue Paul Sabatier**  
**30290 LAUDUN - L'ARDOISE**

Tél 04.66.33.76.84  
[MAR\\_RUPTUREDECHARGE@cea.fr](mailto:MAR_RUPTUREDECHARGE@cea.fr)

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

Horaires de réception : du lundi au vendredi **de 8h à 12h** (pas de réception possible en dehors de cette plage horaire), hors jours fériés.

Le camion du livreur doit disposer obligatoirement d'un hayon pour les palettes, caisses, etc... Le déchargement est à la charge du livreur.

#### **b. Site de Pierrelatte (hors LE)**

Accueil des livraisons sur rupture de charge, prise en charge directe sauf les cas d'exception infra pour lesquels un accompagnement pour livraison sur site sera opéré.

Catégories	Situations
Produits chimiques	Contenants Bidons > 30 litres ou Sommes des bidons > 333 Kg ou L Transi-cubes, GRV environ 800
Vrac et hors gabarit	Vrac et Assimilé vrac à destination des magasins « Semi-remorque de fûts, containers »
	Dimensions supérieures à : Longueur > 2 m Largeur > 1,50 m Hauteur > 1,6 m Poids > 900 Kg

Les fournitures devront être livrées à l'adresse suivante :

**Orano Cycle - TRICASTIN**  
**Rupture de charge - Sud du Site**  
**RD 204 – 84500 Bollène**

*Coordonnées GPS : Latitude 44.3207 / Longitude 4.7275*

Tel : Quai interne : 04.75.50.52.36  
Tel : Rupture de charge : 04.75.50.52.37

Mention spécifique au chauffeur : Ne pas confondre avec le site EDF ou CNPE TRICASTIN

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

Horaires de réception :

Lundi au jeudi : 8h30 – 11h30 et de 13h30 à 15h30

Vendredi : 8h30 – 11h

Condition d'accès :

- Chauffeur Français : Carte d'identité nationale obligatoire
- Chauffeur Etranger : Pièce d'identité ou passeport obligatoire + Transmission de la copie de la pièce par FAX au 04.75.50.71.47 - **48h avant livraison.**

**c. Site de Pierrelatte (LE)**

Les fournitures devront être livrées à l'adresse suivante :

**LABORATOIRE D'ETANCHEITE  
CEA-TECHNETICS GROUP  
TECHNOPARC - 2 RUE JAMES WATT  
26700 PIERRELATTE**

Patrice CHARVIN : 06 74 37 13 08 ou Patrick ALLEGRI : 06 64 22 22 81

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

**d. Fournitures importées d'un pays tiers (hors UE)**

Le prix est établi sur la base DAP – Rupture de charge ROUMEAS SERVICES, Laudun - l'Ardoise – Incoterms © ICC 2020 (Delivered At Place).

Le Titulaire est responsable de la livraison, y compris des frais de transport jusqu'à l'aire sous douane située à l'adresse de livraison infra. Les frais de douane et la TVA sont pris en charge par le CEA.

Adresse de livraison :

Merci de laisser le bon de livraison sur le colis et d'ajouter une copie de la facture commerciale à l'expédition à l'adresse suivante :

**ROUMEAS SERVICES pour le compte du CEA Marcoule  
420 rue Paul Sabatier  
30290 LAUDUN L'ARDOISE**

Marché n° : 4000 ...../ P.....  
À l'attention de M. Barthelemy Yann

Merci d'ajouter clairement les informations suivantes sur le colis :

**INFORMATION A L'ATTENTION DE L'EXPORTATEUR :  
INSCRIRE SUR L'EMBALLAGE A L'ATTENTION DU TRANSPORTEUR :**

*Ci-après les modalités de dédouanement du CEA/Marcoule, applicables pour toute importation de pays tiers :*

- Ne pas dédouaner, régime T1 (transit),
- La marchandise devra impérativement être dédouanée par le transitaire en douane du CEA/Marcoule :

**GPk Services.**  
**P/C CEA Marcoule**  
**Chez ROUMEAS SERVICES**  
**F - 30290 – LAUDUN L'ARDOISE**

Tél. : 00.33(0)3.20.68.00.20

Fax : 00.33(0)3.20.68.46.06

Mobile : 06.68.25.35.71

Mail : [ivergier@gpk.fr](mailto:ivergier@gpk.fr)

**"Mise en AIRE SOUS DOUANE"**

**Dédouanement :**

Pour permettre à notre commissionnaire en douane de procéder au dédouanement, merci d'envoyer une copie de la facture (pas une facture proforma) + le numéro de MAWB + le document de transit par email à : [MAR-CJ-DOUANES@cea.fr](mailto:MAR-CJ-DOUANES@cea.fr) impérativement avec les informations suivantes :

À l'attention de M. Barthelemy Yann  
Marché n° : 4000 ...../ P.....

#### **4) Jours de fermeture du Centre**

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution de l'accord-cadre. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

#### **5) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité**

##### **Management de la qualité (ISO 9001)**

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système et la conformité à la réglementation en vigueur (arrêté INB). Par ailleurs, en application de l'arrêté INB, le CEA réalise des actions de surveillance des intervenants extérieurs pour vérifier le respect des exigences définies associées aux activités importantes pour la protection des intérêts (AIP) des INB. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité et les actions de surveillance effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

### **Environnement (ISO 14001)**

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le marché dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

### **Santé/Sécurité (ISO 45001)**

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

## **6) Assurances**

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	<b>Plafond de garantie</b>	<b>Franchise par sinistre</b>
<b>Domage de nature conventionnelle</b>	120 000 000 €	600 000 €
<b>Domage de nature nucléaire</b>	120 000 000 €	15 000 000 €

## **ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS**

### Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent marché n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

#### ➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

#### ➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies. Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitiel.

#### ➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.



	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

### Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

### Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

### Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

### **ANNEXE 3 : SURVEILLANCE MEDICALE DU PERSONNEL D'ENTREPRISE EXTERIEURE APPELEE A TRAVAILLER SUR LE SITE DE MARCOULE**

La surveillance médicale du personnel d'entreprise extérieure appelé à travailler sur le site de Marcoule est exercée sous la responsabilité de l'entreprise. Ce personnel doit pouvoir présenter à la demande du CEA la fiche médicale d'aptitude (article D4624-47 du Code du Travail) délivrée par le médecin du travail de l'entreprise et attestant qu'il a suivi une visite médicale légale.

Les salariés d'entreprises extérieures appelés à travailler sous rayonnements ionisants (intervenant en zone contrôlée et donc classés A ou B) et ceux soumis à un risque particulier sur le site de Marcoule font l'objet d'un suivi individuel renforcé de leur état de santé, en application des articles R4624-22 et suivants du code du travail.

Le Service de Prévention et de Santé au Travail (SPST) et le Laboratoire d'Analyses Biologiques de Marcoule (LABM) du CEA Marcoule réalisent pour le compte des entreprises extérieures, les examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA, conformément à l'article R4513-11 du code du travail.

Le SPST via le LABM n'assure que l'évaluation de l'exposition interne liée à l'objet du marché (examens radiotoxiques de début et fin de chantier, suivis systématiques, prélèvements nasaux, anthroporadiométries, ...) demandé par le médecin du travail.

Les résultats des examens sont transmis au médecin du travail de l'entreprise extérieure.

Les frais correspondants à ces examens seront facturés par le CEA Marcoule selon les modalités décrites ci-après.

#### **1/ GRILLE TARIFAIRE**

Les tarifs applicables pour chaque examen sont ceux en vigueur l'année de la réalisation des examens. Les tarifs applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2025 sont définis ci-après par typologie d'examen.

Scénario	Examens	Coût unitaire en €HT
Systématique	GAMMA TOTAUX ORG. ENTIER SYST.	135,3 €
	SPECT. X POUMONS	248,0 €
	ACTINIDES FECES SYSTEMATIQUES	689,3 €
	TRITIUM URINES SYSTEMAT.	13,5 €
	URANIUM SELLES SYST. ACTIVITE	397,8 €
En cas d'Incident	NASaux - ALPHA SPR INCIDENT	14,5 €
	NASaux - BETA SPR INCIDENT	14,5 €
	NASaux - ALPHA SMT INCIDENT	14,5 €
	NASaux - BETA SMT INCIDENT	14,5 €
	GAMMA TOTAUX ORG. ENTIER INCID	135,3 €
	ACTINIDES FECES INCIDENT	689,3 €
	DETEC. X/GAMMA Blessure	141,7 €
	TRITIUM URINES INCIDENT	11,3 €
	Visite Médecin	60 €

## 2/ FACTURATION

Le CEA transmettra ses factures semestriellement à terme échu sur la base du récapitulatif des examens considérés par salarié de l'entreprise bénéficiaire, à qui le SPST du CEA Marcoule a adressé une convocation sur la période.

Les factures seront établies par le Service Financier et Contrôle de Gestion (SFCG) du CEA Marcoule et adressées par voie dématérialisée à l'entreprise extérieure.

Les factures seront réglées au CEA, par virement bancaire à la BNP Paribas – PARIS-AG-CENTRALE ENTREPRISES (00818), 9 – 11 rue Marivaux, 75002PARIS, IBAN : FR76 3000 4008 1800 0212 1622 127, SWIFT : BNPAFRPPXXX, dans un délai de 30 jours fin de mois à compter de leur date d'émission

Les examens d'analyses de biologie médicale sont exonérés de TVA conformément à l'article 261-4-1° du code général des impôts.

Tout retard dans le paiement de la facture donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable, à la facturation par le CEA, pour chaque jour calendaire de retard, d'intérêts de retard calculés sur la base du taux légal multiplié par 3 ainsi qu'au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Le décompte des pénalités débute le jour suivant immédiatement la date d'échéance et se termine le jour du règlement effectif.

## 3/ EVOLUTION TARIFAIRE

Les tarifs précités sont fermes pour l'année 2025 et seront révisés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année selon la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times \left( 0,75 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,25 \times \frac{CPF\ 32.50}{CPF\ 32.50_0} \right)$$

dans laquelle :

P = Tarifs révisés pour l'année N+1,

P<sub>0</sub> = Tarifs applicables de l'année N.

ICHTrév-TS = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565195 pour le mois de juin 2025 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

ICHTrév-TS<sub>0</sub> = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565195 pour le mois de juin 2024 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N-1 pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

CPF 32.50 = Valeur de l'indice du prix de production de l'industrie française pour le marché français ; instruments et fournitures à usage médical et dentaire, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010763978 pour le mois de juin 2025 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

CPF 32.50<sub>0</sub> = Valeur de l'indice du prix de production de l'industrie française pour le marché français ; instruments et fournitures à usage médical et dentaire, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010763978 pour le mois de juin 2024 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N-1 pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.